



Grèce : après la victoire de Syriza, les travailleurs devront continuer à se battre !

Le résultat des élections grecques est une belle claque à la face des dirigeants de la Troïka. Syriza, le parti de la gauche radicale, y est arrivé en tête avec plus de 36 % des suffrages.

Ce n'est plus aux travailleurs de payer

Plus question de travailler pendant plusieurs mois sans toucher de salaire ! Plus question d'accepter les baisses de salaires et des pensions de retraites, de ne plus pouvoir payer les factures d'eau et d'électricité ! Plus question d'accepter les licenciements et les suppressions de postes dans la fonction publique. Plus question de ne plus pouvoir accéder à des soins médicaux élémentaires ! Entre autres.

C'est ce qu'ont exprimé les électeurs grecs, ceux des couches populaires. Et leur message électoral s'adresse aux travailleurs qui partout en Europe, de l'Espagne à l'Irlande en passant par le Portugal, ont été confrontés aux sales coups de gouvernements bien souvent « socialistes ». Un appel à ne plus accepter les mesures d'austérité comme ici en France où la majorité parlementaire de gauche est sur le point d'entériner la loi Macron qui facilite encore les licenciements économiques et fait voler en éclats le peu de protection sociale dont bénéficient encore les travailleurs.

Ce n'est pas encore la victoire

Quels moyens va se donner le nouveau gouvernement face aux pressions des Etats européens les plus riches ?

C'est là où les attentes et les espoirs du peuple grec, qui viennent de s'exprimer dans les urnes, doivent se poursuivre dans les mobilisations sociales.. D'autant, première mauvaise nouvelle, que Syriza vient d'annoncer une alliance gouvernementale avec la droite souverainiste.

Rien ne dit que la colère sociale restera confinée à l'isoloir. L'espoir d'en finir avec la misère pourrait prendre une tout autre dimension si les travailleurs, les chômeurs et les jeunes décidaient de faire appliquer leur programme d'urgence sociale avec leurs méthodes, ensemble, dans la rue, par la grève, par mille autres initiatives, en contrôlant eux-mêmes les comptes des exploiters. Bref, en ne comptant que sur la force de leurs propres mobilisations et leur capacité à s'organiser et pas sur un gouvernement qui subira toutes les pressions de l'Europe capitaliste.

C'est à l'échelle de toute l'Europe que les travailleurs de Grèce doivent trouver des alliés. Vivement qu'un printemps européen de la révolte sociale, inspire une trouille salubre aux grands voyous du capitalisme. Ce serait la seule façon d'aller vers la victoire. La vraie.

La Poste : révocation d'un militant

Pendant les 173 jours que dura la grève dans le 92, les postiers en lutte se firent militants de leur mouvement et tentèrent de sortir de l'isolement à de nombreuses reprises. Pour la direction de La Poste, c'est inacceptable. Douze procédures disciplinaires qui ont été mises en œuvre contre des grévistes ou des représentants syndicaux. Et un des animateurs de la grève, Yann, est révoqué.

En révoquant Yann, La Poste franchit un cap qu'elle n'avait pas osé passer depuis les années 1950. Si elle le fait aujourd'hui, c'est qu'elle a l'aval de l'État dans une période où les attaques contre les droits des travailleurs sont partout à l'ordre du jour.

Le 9 janvier, au moment même où La Poste demandait une minute de silence à ses agents au nom de la liberté d'expression, elle signait la révocation de Yann !

Une pétition en ligne circule pour demander sa réintégration. Signez et faites signer :

<http://reintegrationyann.sudptt.org>

Ne nous laissons pas diviser !

Depuis les attentats d'il y a 3 semaines, nos collègues maghrébins ou africains font face, de plus en plus souvent, à des blagues douteuses, voire des réflexions franchement hostiles les assimilant à des terroristes ou des fous de dieu.

Français, immigrés, on se côtoie tous les jours, on se connaît, nous faisons face aux mêmes ennemis. Ne laissons pas la bêtise raciste gagner notre milieu et nos cités !

Hôpital Esquirol : les salariéEs en lutte...

Cela fait longtemps que la grogne couvait à Esquirol. Comme dans tous les hôpitaux publics ou privés, les restrictions budgétaires se font sur le dos des agents hospitaliers et par conséquence des malades. Plusieurs fois le droit d'alerte s'est exercé sans que la Direction daigne se pencher sur le manque récurrent de personnel. Pire, au centre Jean-Marie Leger, la Direction décide de baisser l'effectif de nuit et ailleurs ferme des lits lors de regroupement d'unités alors que la liste d'attente pour les malades s'allonge ! Elle pallie le manque de personnel en piquant les agents d'un service à l'autre, ce qui est incompatible avec le suivi des patients et l'apport de soins de qualité.

Le personnel a exprimé sa colère massivement, par deux débrayages et manifestations et n'entend pas en rester là. A l'heure où nous écrivons, rien n'est encore gagné pour le personnel, mais si le mouvement se renforce, tout est permis !

... Polyclinique : même combat !

Les 3 cliniques, Chénieux, Colombier, Emailliers ont fusionné dans une entité devenue Polyclinique de Limoges. Le groupe Vedici, propriétaire de 35 établissements hospitaliers, en est actionnaire à hauteur de 40% ! Plus que jamais, l'objectif des dirigeants est de faire du fric.

Ce que montrent les premières mesures qu'ils ont prises. Bien qu'ayant bénéficié d'un million d'euros au titre du CICE (Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi), ils se sont empressés de remercier des intérimaires, de ne pas renouveler bien des CDD, et de transférer des emplois d'ASH (Agents de Services Hospitaliers) à des sous-traitants. Quand aux salaires, pas question d'harmoniser vers le haut,

mais de bloquer les salaires les « plus avantageux » des anciens sites !

En décembre, les salarié(e)s ont débrayé à deux reprises à juste titre pour ne pas faire les frais de cette fusion et de sa répercussion pour les soins aux patients.

Canard Enchaîné – 28/01/15

NON-REMBOURSEMENT DE LA DETTE GRECQUE ?



LGV Limoges-Poitiers, un gouffre !

Ce dimanche 11 janvier, le gouvernement n'avait rien de plus urgent à faire que de signer la DUP (Déclaration d'Utilité Publique) pour la LGV Limoges-Poitiers. « Fait du prince » pour satisfaire les potentats locaux, alors que la Cour des Comptes, le Conseil d'État, le rapport Duron et de nombreux départements et maires dénoncent le coût d'un projet jugé incompatible avec un réel aménagement du territoire et demandent de financer en priorité la remise en état et l'amélioration de l'existant, en particulier la ligne Polt (Paris, Orléans, La Souterraine, Limoges, Toulouse).

La LGV-LP, pour les contribuables limousins, ce sera au bas mot près de 400 € d'impôts locaux par an pendant 40 ans. Pour les usagers, un billet 30 à 40% plus cher, pour gagner au mieux 20 minutes, puisqu'un Polt rénové peut mettre Limoges à 2h30 de Paris. Sans compter plus de 2 000 hectares de terre dévastés avec toutes les expulsions que cela entraîne. Pour les collectivités locales, déjà bien mal en point, les restrictions budgétaires s'accroîtront sur le dos des populations.

Au lieu de financer l'amélioration des transports quotidiens empruntés par le plus grand nombre, le but des gouvernements successifs est d'aider Vinci à assurer la rentabilité du TGV Tours-Bordeaux, en détournant les voyageurs de la ligne Polt (qu'on rénove au minimum et qui risque être tronçonnée en régions).

A nous de mettre fin à ce gaspillage des fonds publics !

Porte paroles du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) : Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou.

contact mail : npa87@npalimousin.org - site www.npa2009.org - Limoges, le 26/01/2015